

Annexe 6

MODELE DE NOTIFICATION D'OCTROI D'UNE AIDE AU TITRE DU REGLEMENT UE 1407/2013 DU 18 DECEMBRE 2013 RELATIF AUX AIDES DE MINIMIS

Madame, Monsieur

Vous avez suivi un parcours d'accompagnement à la création d'entreprise et au développement de votre activité sur la période du XXX au XXX dans le cadre de notre opération « XXX ».

Cet accompagnement doit être comptabilisé au titre de l'exercice XXX à hauteur de XXX équivalent subvention brut au sens du règlement *de minimis*, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013.

Pour rappel, les aides attribuées sur le fondement du règlement « de minimis » n°1407/2013 du 18 décembre 2013, sont plafonnées à hauteur de 200 000€ par entreprise unique¹ sur une période de 3 exercices fiscaux (celui en cours et les deux précédents), toutes aides publiques confondues (Union Européenne, État, région, département, communes et leurs groupements).

La présente attestation vous permettra également de vérifier votre éligibilité à l'octroi d'une aide d'un co-financeur (UE, Etat, etc) au titre de ce règlement et de sécuriser son attribution.

Le XX/XX/XX

Signature du représentant légal

¹ Une «entreprise unique» se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations suivantes :

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Les entreprises qui entretiennent au moins une des relations visées au premier alinéa, points a) à d) à travers une ou plusieurs autres entreprises sont également considérées comme une entreprise unique.